

Renouvellement et extension de l'actuelle carrière du Bourget du Lac

Commune du Bourget du Lac (73)

Plan de gestion des déchets inertes



21, avenue Georges Pompidou
69 003 LYON
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude :

M. VANTARD Julien

Relecture et assurance qualité :

Mme. MONTEL Gaëlle

Référence dossier : 19.15.C.73

Validation du maître d'ouvrage

M. RICHONNIER Jean-Philippe

Elaboré le : 28 février 2022

Modifié le : 13 décembre 2022

SOMMAIRE

I.	Préambule	1
II.	Renseignements concernant le maître d'ouvrage et la carrière du Bourget du Lac	2
II.A	Identification du demandeur	2
II.B	Rappel des activités qui seront exercées sur le site de la carrière	2
II.C	Synthèse et chiffres clés de la carrière du Bourget du Lac	3
III.	Nature et volume des activités	4
III.A	Nomenclature des installations classées	4
III.B	Nomenclature eau	4
IV.	Modalités de gestion des déchets inertes sur le site de la carrière	5
IV.A	Contexte réglementaire	5
IV.B	Caractérisation qualitative et quantitative des déchets inertes produits dans le cadre de l'exploitation de la carrière	5
IV.C	Description de l'exploitation générant ces déchets et traitements ultérieurs auxquels ils seront soumis	6
IV.C.1	Description de l'exploitation générant la production de déchets inertes	6
IV.C.1	Description des traitements ultérieurs auxquels les déchets sont soumis	6
IV.D	Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine ainsi que les mesures préventives qu'il est nécessaire de prendre pour réduire les incidences sur l'environnement au minimum	7
IV.D.1	Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine	7
IV.D.1.a	Horizon humifère ou « terre végétale »	7
IV.D.1.b	Les stériles	7
IV.D.2	Description des mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement	7
IV.E	Description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets	7
IV.F	Le plan de remise en état	8
IV.G	La procédure de contrôle et de surveillance	8
IV.H	Mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol	8
IV.I	Etude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets	8
IV.J	Déclaration annuelle à l'administration	8
IV.K	Eléments propres à prévenir les risques d'accidents majeurs en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010	9
IV.K.1	Préambule	9
IV.K.2	Quantification du risque de perte d'intégrité structurelle dans le cas de la carrière	9
V.	Synthèse sur les modalités de gestion des déchets inertes	9
VI.	Annexes	9

Liste des Tableaux

Tableau 1 :	Identification du demandeur	2
Tableau 2 :	Synthèse des chiffres clés du projet	3
Tableau 3 :	Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité	4
Tableau 4 :	Tableau des rubriques ICPE déclarée en marge du dossier de demande de renouvellement et d'extension	4
Tableau 5 :	Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau	4
Tableau 6 :	Caractéristiques des matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation	6

I. PREAMBULE

L'arrêté du 5 mai 2010 a modifié l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière pour la prise en compte des dispositions de la directive européenne concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive.

L'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié précise que « *l'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière* ».

Le plan de gestion de déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière s'applique aux substances provenant du décapage, de l'extraction ou de traitement de la ressource minérale sur le site.

Il ne s'applique pas aux déchets extérieurs accueillis sur le site pour le remblayage (Article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié).

II. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET LA CARRIÈRE DU BOURGET DU LAC

II.A Identification du demandeur

Le présent dossier émane de la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DU BOURGET DU LAC dont les principaux renseignements sont repris ci-dessous.

Société	SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DU BOURGET DU LAC (SCBL)
Forme juridique	Société par Actions Simplifiée (SAS)
Capital	14 000 €
Adresse siège social	ZA La Plaisse – 73 370 LE BOURGET DU LAC
Téléphone	04 79 25 07 19
N° SIRET	381 418 664 00011
Code APE	0812 Z
Activités effectuées	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin
Signataire de la demande	
Nom et prénom	M. Jérôme LANGAIN
Nationalité	Française
Fonction et qualité	Directeur technique

Tableau 1 : Identification du demandeur

II.B Rappel des activités qui seront exercées sur le site de la carrière

Afin de garantir la pérennité de ses propres chantiers et de poursuivre l'approvisionnement normal du marché régional en granulats, la Société des Carrières du Bourget du Lac (SCBL) souhaite renouveler et étendre la carrière du Bourget du Lac sur le territoire de la commune du Bourget du Lac (73).

Le fonctionnement de cette carrière est actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2014 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2020.

L'emprise cadastrale globale de la carrière actuellement autorisée représente environ 22,1 hectares. Le rythme moyen d'extraction est fixé à 400 000 tonnes par an, pour un rythme maximum annuel de 500 000 tonnes.

Cette exploitation est conduite jusqu'à la cote altimétrique limite de 280 m NGF.

La SCBL souhaite étendre le site d'exploitation dans le secteur Ouest et Sud de l'actuelle carrière, sur une emprise de l'ordre de 7 hectares.

En première approche, le gisement en présence permet d'envisager une durée d'exploitation de 15 années, travaux de remise en état compris. Le projet de remise en état intégrera un remblayage et une remise en état à vocation agricole et naturelle.

Les rythmes d'exploitation seront maintenus.

Les matériaux bruts seront évacués du site par camions ou dumpers et desserviront :

- ↳ L'installation de traitement de l'entreprise LANGAIN, localisée à 150 m plus au Nord ;
- ↳ L'installation de traitement de la Société des Carrières et Matériaux de Savoie (SCMS), situé à 1650 m au Sud du site.

II.C Synthèse et chiffres clés de la carrière du Bourget du Lac

Le tableau présenté en page suivante synthétise les données relatives à la carrière du Bourget du Lac.

Localisation	
<i>Emprises</i>	Commune Le Bourget du Lac
	Lieux-dits « Les Charrières », « Les Ramées », « Côte de Veau » et « Le Billot »
	Emprise renouvelée 22,1 ha
	Emprise d'extension 7 ha
	Emprise globale 29,1 ha
	Emprise utile exploitable extension 6 ha
Exploitation	
<i>Matériaux de découverte</i>	Nature Terre végétale et stériles
	Période géologique Quaternaire
	Epaisseur 6 à 12 mètres
	Volume 742 000 m ³
	Utilisation Remise en état du site
<i>Gisement</i>	Nature Sables et graviers
	Période géologique Quaternaire
	Epaisseur Variable
	Réserves 3 600 000 tonnes
<i>Exploitation</i>	Modalités Engins mécaniques
	Tonnage annuel moyen 400 000 tonnes
	Tonnage annuel maximum 500 000 tonnes
	Cote limite d'exploitation 280 m NGF
	Hauteur unitaire des gradins 10 mètres
	Largeur des banquettes 15 mètres en exploitation (5 mètres en remise en état)
	Nombre de phase d'exploitation 3 phases quinquennales
	Durée sollicitée 15 ans
	Destination des granulats Béton prêt à l'emploi, enrobés, ...
<i>Installations connexes</i>	Installation de traitement Scalpage ponctuel si nécessaire
	Modalité de transports sur site Dumpers et/ou camions
	Station de transit Aucune sur le site
<i>Matériaux inertes</i>	Volume moyen admissible par an 300 000 m ³
	Volume global 2 800 000 m ³
	Cote limite de remblayage Terrain naturel
Remise en état	
<i>Caractéristiques</i>	Modalité de remise en état Remblayage du carreau
	Cote finale des terrains 284 m NGF fond de fouille 295 m NGF en pied de talus 339 m NGF (TN) sur le plateau
	Usage futur Vocation écologique et agricole

Tableau 2 : Synthèse des chiffres clés du projet

III. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

III.A Nomenclature des installations classées

Compte tenu des caractéristiques des installations et des activités exercées, la nature et le volume des activités exercées sont repris dans les tableaux ci-dessous, conformément à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Nomenclature I.C.P.E.			
Numéro de la rubrique	Désignation de l'activité	Quantification	Régime
2510-1°	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières, à l'exception, de celles visées aux points 5 et 6 de la rubrique	Exploitation d'une carrière emprise cadastrale globale de 29,1 ha	Autorisation
		<div> <div></div> <div>Production moyenne de 400 000 t/an</div> </div> <div> <div></div> <div>Production maximale de 500 000 t/an</div> </div>	
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant Supérieure à 10 000 m ²	Stockage maximal matériaux inertes : 22 000 m ²	Enregistrement

Tableau 3 : Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité

Pour mémoire, il est précisé ici que le maître d'ouvrage avait réalisé une déclaration en mai 2013 pour l'acheminement ponctuel d'une installation mobile de traitement. Le tableau ci-dessous précise les volumes et activités et cette déclaration.

Nomenclature I.C.P.E.			
Numéro de la rubrique	Désignation de l'activité	Quantification	Régime
2515-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée des installations, étant supérieure à 40 kW et inférieure à 200 kW	Installations mobiles d'une puissance totale de 83 kW	Déclaration

Tableau 4 : Tableau des rubriques ICPE déclarée en marge du dossier de demande de renouvellement et d'extension

III.B Nomenclature eau

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-7 du Code de l'Environnement la nature et le volume des activités exercées au titre de la nomenclature « Eau » sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Nomenclature « eau »			
Numéro de la rubrique	Désignation de l'activité	Quantification	Régime
2.1.5.0 – 1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure 20 ha	Exploitation d'une carrière emprise cadastrale globale de 29,1 ha	Autorisation

Tableau 5 : Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau

IV. MODALITES DE GESTION DES DECHETS INERTES SUR LE SITE DE LA CARRIERE

IV.A Contexte réglementaire

L'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, précise les éléments entrant dans la constitution du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement d'une carrière.

Ce document doit être composé de :

- ✎ La caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- ✎ La description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils seront soumis ;
- ✎ La description de la manière dont le dépôt des déchets pourrait affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- ✎ La description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- ✎ Le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- ✎ Les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- ✎ Les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- ✎ Une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- ✎ Les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

IV.B Caractérisation qualitative et quantitative des déchets inertes produits dans le cadre de l'exploitation de la carrière

Les matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation de la carrière correspondent exclusivement aux matériaux stériles issus de la découverte du gisement.

La découverte, qui constitue les terrains impropres situés au-dessus des matériaux à extraire, est composée :

- ✎ D'une couche de terre végétale ;
- ✎ D'une formation granitique altérée, plus ou moins argileuse.

Les matériaux superficiels qui constituent la découverte seront enlevés au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction en fonction du plan programme d'exploitation.

Lors de la première, ils seront utilisés dans le cadre de la création des merlons périphériques.

Une fois ces merlons créés, ces matériaux seront directement employés dans le cadre des opérations de remise en état du site, qui s'effectueront de manière coordonnée à l'extraction.

La terre végétale sera soigneusement conservée et temporairement stockée en périphérie de la zone d'exploitation.

Cette mesure sera de nature à limiter de manière significative, la reprise de volumes importants de matériaux en fin d'exploitation, avec pour corolaire, la diminution importante des sources d'émissions de poussières.

Le tableau ci-après synthétise les caractéristiques des matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation

Code déchet	Nature	Origine	Phase d'exploitation concernée	Quantité estimée	Modalité de stockage - Gestion
01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.	Terre végétale	Opérations de décapage superficiel	Phase 1 (2023 – 2027)	10 000 m³	Les matériaux seront exclusivement utilisés dans le cadre des opérations de remise en état du site.
			Phase 2 (2028 – 2032)	10 000 m³	
			Phase 3 (2033 – 2037)	0 m³	
01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.	Stériles	Opérations de découverte du gisement	Phase 1 (2023 – 2027)	361 000 m³	La terre végétale sera soigneusement stockée à part afin et sur une faible hauteur (< 2 mètres) afin de ne pas endommager la structure de cet horizon.
			Phase 2 (2028 – 2032)	361 000 m³	
			Phase 3 (2033 – 2037)	0 m³	
			Total	742 000 m³	

Tableau 6 : Caractéristiques des matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation

Les opérations de découverte généreront un volume total de l'ordre de 742 000 m³ de matériaux inertes sur l'ensemble de la durée de l'autorisation.

IV.C Description de l'exploitation générant ces déchets et traitements ultérieurs auxquels ils seront soumis

IV.C.I Description de l'exploitation générant la production de déchets inertes

Les travaux de décapage de la terre de découverte ont pour finalité de mettre à nu le gisement à extraire sur l'ensemble du site.

Ils sont effectués par campagnes, à l'aide d'un bull (ou d'une pelle mécanique) et de dumpers.

Ces opérations sont réalisées de manière sélective, de façon à ne pas mêler la terre végétale constituant l'horizon humifère avec les stériles de découverte.

Ces matériaux sont ensuite transportés vers la fouille et utilisés pour les opérations de remise en état.

IV.C.II Description des traitements ultérieurs auxquels les déchets sont soumis

Ces matériaux ne subiront aucun traitement spécifique.

Ils seront utilisés pour la création des merlons périphériques puis directement employés dans le cadre des opérations de remise en état du site.

IV.D Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine ainsi que les mesures préventives qu'il est nécessaire de prendre pour réduire les incidences sur l'environnement au minimum

IV.D.1 Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine

IV.D.1.a Horizon humifère ou « terre végétale »

La terre végétale est un ensemble complexe, fragile, indispensable au parfait achèvement du chantier de remblayage.

Sur le site de la carrière, elle sera stockée en cordon de faible hauteur (inférieure à deux mètres), sur une zone spécifiquement dédiée à cet effet.

La structure conserve une certaine souplesse. Ce protocole de stockage limite la destruction de cette structure ainsi que son activité microbiologique. Le stockage pourra être réalisé au droit de la carrière actuelle, en attendant d'être repris pour les ultimes travaux de remise en état.

Aucun impact sur l'environnement et la santé humaine n'est à redouter.

IV.D.1.b Les stériles

Les stériles de la découverte qui seront utilisés pour le remblayage du site correspondent à des matériaux locaux issus de formations en place, non polluées. Ils ne sont pas de nature à affecter l'environnement ou la santé humaine.

Ces matériaux seront directement employés dans le cadre de la création de merlons puis pour les besoins des opérations de remise en état du site.

IV.D.2 Description des mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement

Les travaux de remise en état seront combinés avec l'exploitation et devront répondre à plusieurs objectifs :

- ↗ Assurer la sécurité du site pendant l'exploitation et après l'arrêt des travaux ;
- ↗ Permettre la réintégration de la carrière dans son environnement ;
- ↗ Restaurer sa vocation initiale.

Pour cela, la remise en état s'appuiera sur le principe d'un programme de travaux progressifs et réguliers, coordonné à l'avancement des travaux d'exploitation. Le remblayage programmé d'une partie de la fouille sera réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant :

- ↗ Des refus des installations de traitement des matériaux de la SCMS et de Langain ;
- ↗ Des matériaux inertes issus des chantiers du BTP ;
- ↗ Des matériaux de découverte.

L'ensemble des infrastructures sera démantelé.

Les différents stockages de granulats seront évacués du site vers d'autres stations de transits, le cas échéant.

Les chemins ruraux seront également restaurés à la cote de remise en état.

IV.E Description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets

La terre végétale sera soigneusement conservée et temporairement stockée en périphérie de la zone d'exploitation avant d'être mobilisée dans le cadre des ultimes travaux de remise en état agricole.

Les autres matériaux seront directement employés dans le cadre des opérations de remise en état du site, qui s'effectueront de manière coordonnée à l'extraction.

IV.F Le plan de remise en état

La progression du remblayage des matériaux inertes issus de la découverte est régie par les plans de phasage de l'exploitation et le plan de remise en état finale de la carrière.

IV.G La procédure de contrôle et de surveillance

Le remblayage du site s'effectuera avec les stériles dans le cadre des opérations de remise en état du site. La procédure de surveillance correspondra exclusivement à un contrôle visuel régulier, par le chef de carrière, ou les opérateurs en charge des travaux.

IV.H Mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol

Compte tenu de leurs caractéristiques intrinsèques, les déchets inertes stockés ne seront pas de nature à engendrer une pollution des eaux, de l'air ou du sol.

Les déchets étant issus des sols en place, aucun impact sur le sol n'est à redouter.

Concernant les eaux, les eaux de ruissellement pluviales n'auront pas d'impact sur l'environnement. En effet, les stockages seront réalisés au droit de l'emprise de la carrière. Les eaux pluviales seront dirigées gravitairement vers les points bas du site, décantées puis rejetée dans le milieu naturel.

Par ailleurs, elles transiteront également par des zones agricoles, localisées en périphérie, favorisant une autoépuration complémentaire significative. Les déchets inertes générés par l'extraction ne sont pas pulvérulents, ce qui limite leur propagation dans l'air.

En cas de temps extrêmement sec et venté, des arrosages préventifs sont réalisés au droit des pistes et des zones de travaux à risques.

IV.I Etude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets

La fouille n'est pas susceptible de subir des dommages dus à l'accueil des stériles. Au contraire, l'apport de matériaux permettra de conforter les talus résiduels.

Une fois les opérations de remise en état finalisées, les terrains ayant accueillis le stockage seront décompactés selon le protocole énoncé dans les paragraphes précédents et la terre végétale sera réutilisée afin de recréer une zone agricole au droit de l'ancien stockage.

Dans ce contexte, le stockage de déchets inertes ne sera pas susceptible de porter atteinte au site.

IV.J Déclaration annuelle à l'administration

Comme le précise la circulaire du 28 juin 2006 relative à la mise en œuvre de l'obligation de déclaration annuelle pour les installations de stockage de déchets inertes, la remise en état d'une carrière, réalisée grâce aux déchets inertes et aux terres non polluées provenant de la carrière, constitue une opération de valorisation de déchets inertes.

L'exploitant de la carrière n'est donc pas soumis à l'obligation de déclaration annuelle (art. 5 du décret no 2005-635 du 30 mai 2005).

IV.K Eléments propres à prévenir les risques d'accidents majeurs en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010

IV.K.1 Préambule

Que ce soit pour des déchets inertes ou des déchets dangereux ou des déchets non inertes non dangereux, indépendamment des règles générales applicables aux sites de stockage, les exploitants se doivent d'évaluer les risques d'accidents majeurs que leurs zones de stockage pourraient présenter.

La méthode pour l'évaluation de ces risques est celle figurant en annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives non inertes.

Si au terme de cette évaluation, une zone de stockage est considérée comme présentant un risque d'accident majeur, ou autrement appelée une zone de catégorie « A », son exploitation sera soumise aux mesures complémentaires définies aux articles 7 à 9 de l'arrêté du 19 avril 2010.

Une installation de gestion de déchets est classée dans la catégorie « A », au sens de l'arrêté du 19 avril 2010, si les effets, à court ou à long terme, d'une défaillance due à une perte d'intégrité structurelle ou des défaillances de fonctionnement ou d'exploitation d'une installation de gestion de déchets peuvent entraîner :

- ✂ Des conséquences graves sur les personnes physiques ;
- ✂ Des dommages graves sur la santé humaine et l'environnement.

IV.K.2 Quantification du risque de perte d'intégrité structurelle dans le cas de la carrière

L'exploitation du gisement se déroulera de manière traditionnelle par tranches horizontales descendantes avec restitution de gradins successifs d'une hauteur maximale de 10 m, pour une largeur de 10 m en exploitation.

Les stériles seront redirigés au niveau du carreau d'exploitation dans le cadre des opérations de remise en état et n'interféreront pas dans le phasage d'exploitation. Les terrains concernés seront restitués avec un usage agricole et écologique.

Dans ce contexte, il n'existera aucun risque de perte d'intégrité structurelle du site du Bourget du Lac.

V. SYNTHÈSE SUR LES MODALITÉS DE GESTION DES DÉCHETS INERTES

Les stériles générés par l'exploitation de la carrière proviennent exclusivement des matériaux de découverte du gisement. Ces matériaux stériles seront employés pour la remise en état du site.

Au regard des critères retenus par l'annexe I de l'arrêté du 22 septembre 1994, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, les matériaux stériles qui sont issus de l'activité de la carrière du Bourget du Lac se rattachent à la catégorie des déchets inertes.

Il s'agit de matériaux naturels qui ne sont soumis à aucun processus chimique ou thermique susceptible de modifier leurs propriétés minéralogiques ou leur structure, et ils conservent donc l'intégralité de leurs propriétés minéralogiques et chimiques initiales.

Les matériaux utilisés sur le site pour les opérations de remise en état par remblaiement n'apparaissent pas classables au titre de la rubrique 2720 créée par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.

Enfin, les éléments exploitables permettent de considérer que le site n'est soumis à aucun risque de perte d'intégrité structurelle au sens de l'annexe VII de l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets de l'industrie extractive.

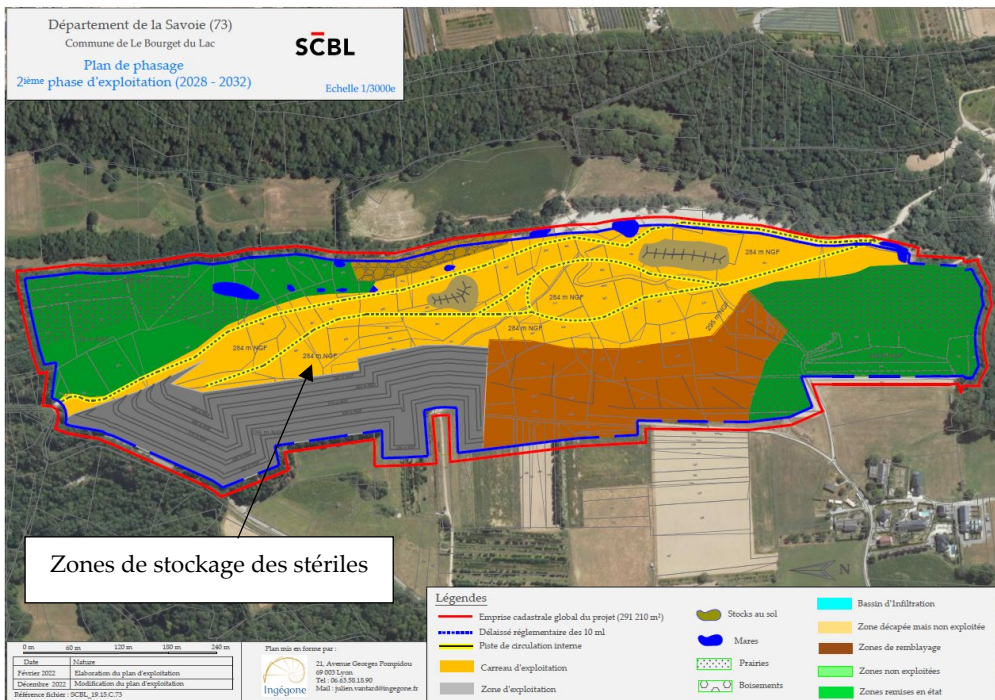
Les fiches de synthèse de stockage des déchets inertes sont présentées en annexe 1.

VI. ANNEXES

Annexe 1 : Fiche de synthèse des stockages des déchets inertes

Annexe 1 : Fiche de synthèse des stockages des déchets inertes

Plan de gestion des déchets inertes

Stockage 2 : Stériles		Carrière du Bourget du Lac		
Code déchets	01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.			
Caractéristiques	Granite alééré			
Exploitation générant le déchet	Matériaux de découverte			
Quantité stockée	Environ 361 000 m³ au total			
Durée maximale du stockage	5 années – Remise en état coordonnée aux travaux d'exploitation de la carrière			
Stabilité du stockage	Stockage sous forme de merlon puis directement au niveau du carreau d'exploitation			
Traitement du déchet	Aucun traitement.			
Utilisation/gestion du déchet	Utilisés dans le cadre de la remise en état ultime de la carrière			
Santé et Environnement	Eau	Sol	Air	Santé
Impacts éventuels	Négligeable	Nul	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.
Moyens de prévention	Eaux de ruissellement pluviales dirigées vers les points bas du site	Décapage préalable de la terre végétale sous le stockage de stériles	Arrosage préventif des pistes et des stocks par temps extrêmement sec et venté	Arrosage préventif des pistes et des stocks par temps extrêmement sec et venté
Procédure de contrôle et de surveillance	Contrôle visuel	Contrôle visuel	Suivi des mesures de poussières dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur	Suivi des mesures de poussières dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur
Etudes complémentaires à mener	/	/	/	/